

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

G/ADP/Q1/KOR/8

G/SCM/Q1/KOR/8

4 juin 1997

(97-2348)

**Comité des pratiques antidumping
Comité des subventions et des
mesures compensatoires**

Original: espagnol

NOTIFICATION DES LOIS ET REGLEMENTATIONS AU TITRE DES ARTICLES 18.5 ET 32.6 DES ACCORDS

Questions complémentaires adressées par le CHILI à la COREE¹

La Mission permanente du Chili a fait parvenir au Secrétariat la communication ci-après, datée du 23 mai 1997.

Dans le cadre de l'examen de la législation coréenne (G/ADP/N/1/KOR/2), à l'occasion de la réunion ordinaire du Comité tenue le 28 avril 1997, le Chili a formulé des questions orales complémentaires, sur la base des questions écrites consignées dans le document G/ADP/Q1/KOR/6-G/SCM/Q1/KOR/6 (21 avril 1997).

Par la présente note, je vous communique comme convenu ces questions complémentaires, que je vous serais reconnaissant de faire distribuer.

Question 1

Si nous comprenons bien la réponse donnée par la Corée, la législation coréenne prévoit que les droits antidumping sont fixés à un montant équivalent aux marges de dumping calculées. Nous souhaiterions avoir confirmation sur ce point. Si tel n'est pas le cas, prière de préciser si les droits appliqués peuvent être inférieurs aux marges de dumping, ainsi que le recommande l'article 9.1 de l'Accord antidumping.

Question 3

Le paragraphe 3 de l'article 4.9 de la Loi tarifaire dispose que la méthode, la procédure, etc., d'enquête peuvent être différentes de celles qui sont adoptées pour les personnes initialement visées par l'enquête, conformément à l'Ordonnance du Premier Ministre. Quelles seraient les principales différences et comment sont-elles justifiées?

¹G/ADP/N/1/KOR/2 et G/SCM/N/1/KOR/2.